

# “L'alimentation durable” un concept polysémique, des motivations diverses et divergentes.

Comment comprendre les politiques en matière “d'alimentation durable” ?

Et quels sont les positionnements du secteur associatif et des citoyens  
face à ces politiques ?

Etude d'un cas pratique, la stratégie ministérielle Good Food.

*“Seul est digne de toi ce qui est bon pour tous.  
Seul mérite d’être produit ce qui ne privilégie ni n’abaisse  
personne.  
Nous pouvons être plus heureux avec moins d’opulence, car  
dans une société sans privilège, il n’y a pas de pauvres.”*

André Gorz, 1975, aux éditions Galilée,  
sous le nom de Michel Bosquet, en introduction du recueil “Ecologie et politique”.

# Table des matières

|                                                            |           |
|------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>Table des matières .....</b>                            | <b>2</b>  |
| <b>Introduction: .....</b>                                 | <b>3</b>  |
| Cadre théorique: .....                                     | 3         |
| <b>Sémantique et idéologie dominante.....</b>              | <b>5</b>  |
| De la nécessité d’interroger les termes présents:.....     | 5         |
| De la nécessité d’interroger les termes absents: .....     | 11        |
| <b>En conclusion.....</b>                                  | <b>16</b> |
| <b>Bibliographie : .....</b>                               | <b>17</b> |
| <b>Se positionner ?.....</b>                               | <b>18</b> |
| <b>Contribuer pour exister .....</b>                       | <b>19</b> |
| Les associations, des entreprises comme les autres ? ..... | 19        |
| Conscientiser une dépossession.....                        | 22        |
| <b>Le règne de l’invention .....</b>                       | <b>27</b> |
| <b>En conclusion,.....</b>                                 | <b>32</b> |
| <b>Bibliographie: .....</b>                                | <b>33</b> |
| <b>Conclusion et prise de distance .....</b>               | <b>34</b> |

## Introduction:

L'écologie est aujourd'hui plus qu'un simple objet de folklore et l'on observe un regain d'intérêt pour la problématique, aussi bien du côté des pouvoirs publics que des associations ou des citoyens. Dans cet état de la question, nous nous proposons donc d'étudier les enjeux relatifs au concept "d'alimentation durable". Pour les initiatives sociales et citoyennes, on pense à la multiplication des potagers, de composts, d'exploitations maraîchères, d'enseignes de distribution locales et biologique, à Bruxelles, comme en périphérie. Les pouvoirs publics ne sont pas en reste puisque la ministre de l'environnement de la Région Bruxelles Capitale, représentée par Céline Frémault (CDH) vient de lancer une stratégie quinquennale visant à encourager l'alimentation durable<sup>1</sup>.

Ainsi l'enjeu de ce travail sera d'analyser la teneur du terme "d'alimentation durable", et d'en identifier les enjeux, aussi bien pour les pouvoirs publics, que pour les citoyens et les associations. Nous nous demanderons, tout au long de ce travail comment comprendre les politiques en matière "d'alimentation durable" ? Et quels peuvent être les positionnements du secteur associatif et des citoyens face à ces politiques ? Tout ceci, sur base de l'étude d'un cas pratique, la stratégie ministérielle Good Food.

Jérémie abordera dans un premier temps, les différents champs sémantiques de la stratégie "Good Food", afin de mettre à jour les visées idéologiques qui sont les leurs . Il s'attachera ensuite à étudier les concepts absents de la stratégie, afin d'en montrer certaines lacunes. Louise s'emploiera quand à elle à investiguer les champs de l'action associative et citoyenne, par rapport à un tel dispositif. Elle étudiera dans un premier temps les métamorphoses du monde associatif, puis les liens entre alimentation et démocratie, pour en venir à l'analyse d'un mouvement militant issu de revendications paysannes, les Pattatistes de la Zad de Haren.

## Cadre théorique:

" La science est une entreprise essentiellement anarchiste", cette assertion volontairement provocante, traduit l'idée que la science, comme l'anarchisme sont les lieux privilégiés d'une contestation de l'ordre et des lois.

---

<sup>1</sup> "Good Food, vers une alimentation durable en Région Bruxelles Capitale"

Sans trop entrer dans les détails d'une philosophie des sciences, qui dépasse largement le cadre de cette recherche, nous reprenons à notre compte certains des principes mis en exergue par l'épistémologue Feyerabend dans "Contre la méthode"<sup>2</sup>.

Nous privilégions une approche basée sur l'analyse de documents, et donc de l'ensemble du corpus de textes qui fondent la stratégie "Good Food", ceci dans le but de rompre avec une certaine "complaisance conceptualiste". La finalité de ce travail est de proposer une réflexion scientifique tout en favorisant "la discussion avec celles et ceux qui ne sont pas *a priori* intéressés par des considérations philosophiques systématiques mais qui peuvent être réceptifs à une réflexion méthodique appliquée"<sup>3</sup>. Dans notre cas, les associations et les citoyens.

Dans ce travail nous choisissons donc d'adopter un prisme volontairement révolutionnaire et libertaire, dans l'analyse de la gestion environnementale, et plus particulièrement de l'alimentation, convaincus que les institutions publiques sont intrinsèquement violentes et consacrent les inégalités sociales générées par le système capitaliste.

Nous considérons que la vision libérale, qui s'exprime dans une approche biotechnologique<sup>4</sup> de la production alimentaire, est largement responsable de ses ravages sociaux, économiques et écologiques. La vision social-démocrate semble également inopérante, tant les accointances entre pouvoirs politiques et économiques ne sont plus à démontrer, sur le plan européen notamment, en matière d'alimentation et d'agriculture. Dans cette perspective un renforcement des compétences de l'Etat sur la mise en oeuvre d'une politique visant la durabilité des systèmes alimentaires, semble illusoire.

Ce cadre théorique nous permet d'envisager sous un angle nouveau, le rôle des politiques publiques, des citoyens et de l'interaction de ces derniers, dans le cadre de la conception et de la mise en oeuvre des politiques dites "d'Alimentation durable".

Par ailleurs, cet angle de vue nous semble trop peu exploré en ASCEP. Ce qui a pour conséquence des conceptions volontaristes et engagées de notre part, mais fort peu critiques sur les fondements de ces engagements.

Nous vous souhaitons une lecture agréable et instructive.

---

<sup>2</sup> Feyerabend Paul, *Contre la méthode*, (1975), éditions Points Sciences, 1988

<sup>3</sup> Meta-critique, méthodologie et anarchisme épistémologique <https://contagions.hypotheses.org/905>

<sup>4</sup> "capacités biotechnologiques à accroître la production et à répondre aux demandes de qualité et de sécurité sanitaire des marchés" Buttel utilise le terme de biotechnologique tout comme Goodman (1987) dans le sens d'un modèle dont l'usage massif d'intrants externes vise à « artificialiser » c'est à dire détacher de la nature les systèmes agroalimentaires.

# Sémantique et idéologie dominante

De la nécessité d'interroger les termes présents:

*“Mal nommer les choses, c’est ajouter de la misère au monde”*

*Camus*

Dans ce chapitre nous tâcherons de définir et d’apporter un nouvel éclairage sur des termes utilisés consensuellement dans la sphère civile et politique (notamment les termes “durable” et “croissance”), nous nous interrogerons sur les raisons et les conséquences de l’absence de certains termes (“agroécologie”, “durabilité”) dans la stratégie « Good Food ». Nous nous baserons sur le rapport de la stratégie “Good Food” intitulé « vers un système alimentaire durable en région de Bruxelles-capitale » et sur les rapports des sessions ordinaires au Parlement de la Région Bruxelles-Capitale du 30 octobre 2015 et du 28 octobre 2016, afin d’étudier et d’interroger certains termes clés de la stratégie ainsi que d’autres, absents de celle-ci. Pour ce faire nous étudierons une étude réalisée par F. Pervanchon et A. Blouet, chercheurs au Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD), s’intitulant « Jeux et enjeux de mots : le cas de l’adjectif durable ». Le livre entièrement lu « Environnement et inégalités sociales » co-écrit par P. Cornut, T. Bauler et E. Zaccai permettra de mettre en lumière les divergences ou concordances des notions d’alimentation durable et d’écosystèmes admises par la sphère politique et civile. Le rapport « Brundtland » rédigé en 1987 par la Commission mondiale sur l’environnement et le développement de l’Organisation des Nations unies, présidée par la norvégienne Gro Harlem Brundtland a été partiellement lu et sera étudié afin d’apporter un éclairage historique à la notion de développement durable, apparue pour la première fois dans ce rapport. L’article scientifique « L’agroécologie : trajectoire et potentiel pour une transition vers des systèmes alimentaires durables » du groupe interdisciplinaire de Recherche en Agroécologie du FNRS belge rassemblant neuf chercheurs sera étudié conjointement avec l’article « L’Agroécologie, une approche multidimensionnelle de l’agriculture » écrit par l’économiste, sociologue et documentariste S. Pérez-Vitoria. Enfin l’ouvrage « La décroissance. Entropie - Écologie – Économie » de Nicholas Georgescu-Roegen mathématicien et économiste hétérodoxe dont les travaux ont servi d’inspiration au mouvement de la décroissance constituera la pierre angulaire de ce premier chapitre.

La stratégie « Good Food » prend sa source dans un programme adopté à l’unanimité le 25 septembre 2015 lors de la 70e session de l’Assemblée générale des Nations unies intitulé « Transformer notre monde : le programme de développement durable à l’horizon 2030 ». Programme qui se veut universel et intégratif et qui prend lui-même source dans le rapport Brundtland<sup>5</sup>. Ce rapport va utiliser pour la première fois l’expression de « sustainable development », qui sera traduit en français par « développement durable ». Il apparaît cependant qu’une deuxième édition sortie en 1988 apporte de nombreuses améliorations au manuscrit en remplaçant notamment le *développement durable* par *développement soutenable*.

Il est important de noter qu’un âpre débat s’en est suivi quant à l’utilisation de l’adjectif “soutenable” plutôt que “durable”. Un développement soutenable s’entendrait comme un -développement que l’homme est prêt à supporter (au sens français du mot) ou que la nature peut « soutenir » (au sens où l’on soutient un -effort) sans s’épuiser. Les racines du mot “soutenable” remontent en 1346, dans l’ordonnance de Brunoy, prise par Philippe VI de Valois, sur l’administration des forêts, recommandant de les « soutenir en bon état », afin d’assurer la pérennité de la flotte française. Force est de constater que de nos jours le mot « soutenable » est plus utilisé via son antonyme « insoutenable », et que le terme « durable » l’a remplacé dans les discours publics, politiques et associatifs. Il semble cependant illusoire et naïf de penser que l’utilisation d’un mot plutôt qu’un autre puisse influencer les trajectoires des politiques. Ainsi ce n’est pas tellement l’utilisation du mot “durable” plutôt que celui de “soutenable” qui nous intéresse ici mais le sens commun qui en résulte. En effet le mot “durable” de par son ambivalence sémantique est généralement compris de deux manières: soit « durable » qualifie ce qui est simplement « pérenne » au sens usuel du dictionnaire, soit il s’agit d’un raccourci sémantique où « durable » signifie « qui contribue à la durabilité », celle-ci correspondant à un équilibre entre tous les champs de la durabilité. Le rapport Brundtland a donc, malgré un faible impact médiatique au moment de sa parution, contribué à labelliser le concept de développement durable et à légitimer un nouveau modèle de gouvernance intégrant les dimensions économiques, écologiques et sociales. (P. Cornut, T. Bauler et E. Zaccarà (dir.), 2007, Environnement et inégalités sociales)

Le développement durable se caractérise notamment par le fait qu’il est devenu un référent social porteur du sens que chacun veut bien lui attribuer. Le succès de cette locution n’est

---

<sup>5</sup> Rapport rédigé en 1987 par la Commission mondiale sur l’environnement et le développement de l’Organisation des Nations unies, présidée par la Norvégienne Gro Harlem Brundtland

plus à prouver au vu de son utilisation massive dans de nombreux secteurs: l'énergie, la construction, le tourisme, l'architecture, l'agriculture, l'industrie ...

Selon Pervanchon et Blouet dans leur article « Jeux et enjeux de mots : le cas de l'adjectif durable », il semblerait qu'un retournement conceptuel soit à l'oeuvre et permette de réhabiliter les concepts, longtemps antagonistes, d'économie et d'environnement grâce à la notion de « développement durable ». (2003, p.9 ) Lors de la lecture d'une stratégie telle que celle présentée par la ministre Céline Frémault, l'ambiguïté sémantique, voulue ou non, suppose que les questions écologiques semblent, non seulement prises en compte, mais paraissent aussi en passe d'être résolues. Il est cependant nécessaire de préciser que le terme «écologie » n'apparaît pas une seule fois dans la stratégie « Good Food ». Des hypothèses quant à l'absence de ce concept seront étudiées dans la deuxième partie de ce chapitre. Ce modèle de gouvernance et de pensée présupposant que l'écologie est intégrée à cet adjectif fourre-tout « durable » permet en fait de relativiser l'impact de l'alimentation sur l'environnement. De plus, le terme « durable » n'est ni expliqué ni mis en exergue au travers d'exemples dans la stratégie « Good Food », créant un flou lénifiant et confortable autour d'un terme qu'on suppose acquis.

Il nous paraît pourtant primordial de questionner et de définir un terme aussi polysémique que polyvalent, d'autant plus qu'il apparaît 371 fois dans le document ministériel présentant la stratégie « Good Food ». Développement, agriculture, alimentation, production, croissance, tous ces termes ont en commun d'être utilisés avec l'épithète durable. Décliné sous toutes ses formes, il devient le catalyseur sémantique pratique, croisant le domaine de l'économie et de l'écologie. Il permet d'une manière plus large d'accréditer une vision positiviste du monde. Aux enjeux de l'alimentation et à ses multiples conséquences environnementales, sociales, économiques et sanitaires, la réponse apportée par le Ministère de l'environnement de la RBC, sous forme d'une stratégie sur cinq ans, dotée de 500 000 euros de budget peut sembler bien maigre.

Afin de comprendre et d'appréhender la notion de développement durable il est nécessaire de revenir à la confusion généralement admise entre croissance et développement. En effet selon Nicholas Georgescu-Roegen dans son livre « La décroissance. Entropie - Écologie – Économie », *« il n'y a croissance que lorsque augmente la production par habitant des types de biens courants, ce qui implique naturellement aussi un épuisement croissant des ressources également accessibles. Dans le passé, le développement a généralement induit la croissance et la croissance n'est advenue qu'en association avec le*

développement. Il en est résulté une singulière combinaison dialectique également appelée « croissance », mais à laquelle nous pourrions réserver une autre étiquette courante, celle de « croissance économique ». Les économistes en mesurent le niveau au moyen du PNB par habitant en prix constants. Toutefois, au niveau purement logique, il n'y a nul lien nécessaire entre développement et croissance; on pourrait concevoir le développement sans la croissance. C'est faute d'avoir systématiquement observé les distinctions précédentes, que les défenseurs de l'environnement ont pu être accusés d'être des adversaires du développement » (1995, p.86). De quelle croissance ou développement durable parle-t-on dans ce cas-là ? Selon Nicholas Georgescu-Roegen nous ne pouvons plus parler impunément de « croissance durable », ni même de « croissance zéro » car la décroissance est désormais inévitable pour un développement réellement durable de l'humanité.

Nicholas Georgescu-Roegen insiste sur un point primordial, soigneusement évité dans la stratégie « Good Food », à savoir la nécessité de sortir de l'agriculture industrielle. « Une agriculture hautement mécanisée et lourdement fertilisée permet la survie d'une très grande population  $P_i$ , mais au prix d'un épuisement accru des ressources si, ce qui, toutes choses égales par ailleurs, signifie une réduction proportionnellement accrue de la quantité de vie future. En outre, si la production de nourriture dans des « complexes agro-industriels » devient une règle générale, plusieurs espèces associées à l'agriculture organique traditionnelle pourraient disparaître peu à peu, ce qui risquerait de conduire l'humanité dans un cul-de-sac écologique, sans retour possible. » (1995, p.103) Nous sommes ici confrontés à l'idée qu'une perpétuation d'un système alimentaire basé sur l'accroissement de l'agriculture industrielle est vouée à l'échec. Un échec non seulement d'un point de vue social mais aussi économique et environnemental. L'absence d'imagination et cette incapacité à penser la production autrement est flagrant dans la stratégie ministérielle « Good Food ». Comme nous le verrons dans le deuxième chapitre l'accent est systématiquement mis sur le bon vouloir de la participation citoyenne et la relégation d'un enjeu primordial à la sphère associative par le biais des subventions. La thèse exposée par Nicholas Georgescu-Roegen, thèse que nous défendons dans ce travail, est que le développement économique ne saurait se poursuivre indéfiniment sans une profonde restructuration et une réorientation radicale. La science économique de la croissance a négligé les dimensions biogéophysiques de l'activité humaine et nie l'existence de la Biosphère dont nous dépendons.

*“Why can't you sell brotherhood like you can sell soap?” – Gerhard Wiebe, 1952.*

Selon les auteurs de “Inégalités et environnement”, les politiques alimentaires se développent selon des logiques productrices d’inégalités et sont donc bien éloignées des postulats du développement durable. Ils considèrent que ces politiques basées en grande partie sur de la rhétorique communicationnelle sont en fait de simples outils marketing permettant de les positionner comme institutions socialement, économiquement et écologiquement responsables. La remise en question des problèmes fondamentaux dû à la croissance, même durable, ne sont ni envisagés ni questionnés dans la stratégie “Good Food”. Les auteurs soulignent que des indicateurs existent afin de quantifier toutes sortes de données (PIB, PNB, EPA, IDH...). Cette longue liste d’indicateurs a, selon eux, engendré une quantification des données du réel, les faisant apparaître comme facilement maîtrisables, objectivables, quantifiables, mesurables, cartographiables et devenant ainsi l’objet d’un « gouvernement par les nombres ». Dans le cas de la stratégie “Good Food”, trois indicateurs de performances seront utilisés: la fréquence et la participation aux formations population, la fréquence et la participation aux formations relais et le nombre d’engagements « Alimentation » (rapport du parlement bruxellois 28 octobre 2016 p.830). Il est intéressant de noter que seul des objectifs quantitatifs sont évoqués. Qu’en est il du ressenti réel de cette alimentation “durable et désirable” au niveau de la population? Est-elle seulement au courant des dispositions du gouvernement ? L’aspect quantitatif semble occuper une place importante dans cette stratégie. Prenons l’exemple de la sensibilisation du grand public à l’agriculture urbaine proposés par la stratégie “ Good Food”. Les objectifs réalisés en 2016 on été “l’organisation des évènements régionaux grand public comme la « Semaine Cultivons la ville » (avec 78 activités ouvertes dans 18 communes : 2400 visiteurs) ou « Taste of Brussels » (sept 2016).” (rapport ministériel du 28 octobre 2016 p.826) Une simple division met en lumière que la fréquentation de ces événements “grand public” a été de seulement 31 personnes par activité. Les politiques en matière d’alimentation durable semblent donc s’accommoder de cet engouement citoyen plus que partiel. Les causes de ce manque, ou plutôt devrions-nous parler d’absence d’engouement citoyen vis à vis de la stratégie “Good Food”, sont à chercher ailleurs. Elles seront explorées dans le deuxième chapitre, mais nous pouvons évoquer ici une défiance à l’égard des politiques notamment lorsque ces mêmes politiques s’aventurent sur le terrain de l’innovation. Un des objectifs de la stratégie “Good Food” est d’arriver à une production de 30% des fruits et légumes non transformés grâce à l’agriculture urbaine en 2035. Nous pouvons nous poser la question du public qui va profiter

des “bienfaits” de cette agriculture urbaine. Dans les faits les innovations soutenues vont largement profiter à un petit nombre de privilégiés qui auront le temps, l’espace et l’argent, comme en témoigne l’article d’Emmanuel Wathelet sur le film “Demain”<sup>6</sup>. Interrogeons nous, non pas sur les 30% produits localement, mais plutôt sur les 70% restants. Ils restent en grande partie la résultante du système agricole productiviste et destructeur. En nous basant sur la réflexion des auteurs de “Inégalités et environnement”, il en ressort qu’une nouvelle forme d’exploitation agricole, menée dans le cadre d’un projet politique faible, mène à une augmentation des prix des denrées, engendrée par cette nouvelle forme de production. Elle conduit donc à l’inaccessibilité pour tout un pan défavorisé de la société qui se retrouve contraint de consommer des produits de moins bonne qualité pour un coût plus élevé.

En termes communicationnels, la stratégie « Good Food » est bien rodée: « *L’objectif principal des actions de communication de Bruxelles Environnement demeure le changement de comportement et l’engagement citoyen, la possibilité pour chacun d’agir pour un meilleur environnement et une meilleure qualité de vie. Le tout, sous forme de communication interactive, ludique, positive et non moralisatrice* ». (rapport Parlement Bruxellois du 26 octobre 2016 p846) La stratégie “Good Food” propose ainsi de remplacer le terme d’alimentation durable dans le langage courant par celui de « *Good Food.Brussels : mieux produire, bien manger* » (p.74). On ne peut être que dubitatif quand à l’impact réel d’un tel changement. Nous voyons ici à l’oeuvre un habile marketing politique qui tend à redorer le blason de l’alimentation durable via l’assentiment des consommateurs par un simple changement sémantique.

L’accent mis sur la participation citoyenne occulte et relativise le rôle des politiques dans cette transition vers le système alimentaire durable prôné. L’absence de cadre législatif pour renforcer la stratégie consacre la perpétuation d’un système productiviste.

Il apparaît ici que les objectifs communicationnels sont mis en avant dans la stratégie « Good Food » sans cadre concret. Seul le droit de préemption sur les terres agricoles « *pour préserver les terres agricoles au bénéfice de la Région lors de toute vente de terrain agricole afin d’y développer des projets d’agriculture urbaine, de potagers urbains ou de jardins partagés. Des mécanismes complémentaires permettant une régulation des prix des terres agricoles et plus de transparence dans la vente des terrains agricoles doivent être envisagés* » (rapport stratégie « Good Food » p.86) montre une volonté politique de développer les initiatives locales. Cependant, la lutte autour du terrain du Keelbeek à Haren, nous permet de

---

<sup>6</sup>Emmanuel Wathelet “Ce que le film demain ne vous a pas dit” <https://www.legrandsoir.info/ce-que-le-film-demain-ne-vous-a-pas-dit.html> (consulté le 15/02/17)

nuancer cette volonté (ce point sera traité dans la deuxième partie). Il est important ici de noter que la gestion et l'attribution de ces terrains est régie par la Politique Agricole Commune (PAC), mise en place à l'échelle de l'Union européenne et entrée en vigueur le 14 janvier 1962. Il nous paraît ici pertinent de relever ce point, car force est de constater que la PAC est, elle aussi, au service d'une vision productiviste de l'agriculture. La politique des subsides de la PAC est, en effet, critiquable en de nombreux points. La question du choix des cultures, est dicté par des contingences économiques et non par des critères climatiques comme le laisse entendre le rapport de la stratégie « Good Food » (2015, p.37). Comment par exemple, des primes européennes peuvent-elles soutenir l'installation d'élevages d'agneaux hors sol nourris par du maïs lui aussi subsidié, alors que l'on sait que ce même maïs est à l'origine une céréale exotique, particulièrement gourmande en eau? Son irrigation est pourtant elle aussi subventionnée par la PAC. En France la production de maïs est passée de 300 000 hectares de cultures en 1939 à plus de 3 millions d'hectares en 2015. Nous n'entrerons pas ici dans l'étude des relations qu'entretiennent les lobbys agro-alimentaires avec les décideurs européens, considérant que cela dépasse largement le cadre de cette recherche. Nous ne pouvons que constater une hypocrisie politique confortable prêtant une vocation écologique à cette politique agricole commune.

### De la nécessité d'interroger les termes absents:

Dans cette deuxième partie du chapitre nous nous interrogerons sur l'absence de certaines notions qui nous semblent primordiales si l'on envisage une réelle politique alimentaire durable.

Nous nous concentrerons sur l'absence de deux termes dans la stratégie "Good Food": "l'agroécologie" et la "durabilité".

Nous étudierons en premier lieu le concept d'agroécologie. À la lumière de ce qui a été étudié plus haut, nous formulons l'hypothèse qu'il est nécessaire de sortir du modèle productiviste agroalimentaire industriel, si l'on entend mener une politique alimentaire durable. L'agroécologie s'est construite grâce à des apports successifs d'agronomes, d'écologistes, de géographes, historiens, sociologues, anthropologues, ethnobotanistes. Elle est le fruit d'une concertation intense, d'échanges de savoirs et d'approches variées pour parvenir à une vision multidimensionnelle de l'agriculture, dotée d'une charpente agronomique et écologique autant que d'un versant socio-économique et socio-politique forts. Elle s'est notamment développée à la fin des années 70 et plus particulièrement en Amérique latine, où il s'agissait

de répondre aux désastres de l'agriculture industrielle. (S. Pérez-Vitoria. 2011. L'Agroécologie, une approche multidimensionnelle de l'agriculture) *“Le postulat affirmé par l'agroécologie est que les connaissances les plus pertinentes pour valoriser les agroécosystèmes<sup>7</sup> s'obtiennent en étudiant la manière dont l'agriculture traditionnelle a travaillé les écosystèmes puisqu'elle a fait la preuve de sa capacité à les faire durer”* (2011, p.2)

Ainsi, paraît-il étonnant qu'une telle synthèse entre agriculture, sociologie, économie et écologie soit absente de la stratégie “Good Food”. Nous tenterons donc de démontrer les raisons qui ont amenées le Cabinet ministériel de Céline Frémault à faire l'économie de cette approche multidimensionnelle qu'est l'agroécologie. Pour ce faire nous étudierons en quoi l'agroécologie est un modèle qui s'oppose au modèle agroalimentaire industriel dominant.

En premier lieu il convient de distinguer dans le mouvement actuel de re-diversification des modèles agricoles, qui inspirent chercheurs et décideurs, deux modèles contradictoires à savoir le modèle agroécologique et le modèle biotechnologique. Deux approches foncièrement opposés sont proposées pour nourrir la planète. La première, celle de l'agroécologie, s'appuie sur les capacités socio-environnementales à re-naturaliser les systèmes alimentaires en y intensifiant l'emploi. La seconde s'appuie sur les capacités biotechnologiques à accroître la production et à répondre aux demandes de qualité et de sécurité sanitaire des marchés globaux. (P.M. Stassart, Baret Ph., Grégoire J-Cl., Hance Th., Mormont M., Reheul D., Stilmant D., Vanloqueren G., Visser M. 2012. L'agroécologie : trajectoire et potentiel. Pour une transition vers des systèmes alimentaires durables. p.2)

En second lieu, il convient d'analyser l'agroécologie via sa fonction critique. Elle procède, en effet, à une remise en question radicale du modèle agronomique dominant, basé sur l'utilisation intensive d'intrants externes à l'agroécosystème. Elle procède également à une remise en question du modèle écologique dominant de conservation de la nature, qui prône une gestion dissociée, épargnant la terre, de la gestion de la biodiversité et de la production alimentaire. L'agroécologie prône une gestion intégrée des deux fonctions en *“partageant la terre”*. (2012, p.5)

Ainsi, ces remises en causes aboutissent-elles au constat qu'il faut déplacer “la question de la sphère technico-économique (« Comment augmenter la productivité pour répondre aux demandes croissantes du marché planétaire? ») vers la sphère socio-technique (« Comment

---

<sup>7</sup>Un agroécosystème est l'unité d'analyse de base pour l'agroécologie. C'est une construction sociale produit de la coévolution des êtres humains avec la nature, qui à travers leurs pratiques ont transformé les écosystèmes en agroécosystèmes. C'est la forme d'artificialisation de la nature par le travail agricole.

organiser autrement les systèmes alimentaires face à la diversité et la multiplicité des enjeux et objectifs alimentaires, environnementaux et sociaux ?» (2012, p.3)

Pour ce faire, les auteurs du centre de recherche GIRAF relèvent que la construction de nouveaux savoirs et la remise en cause des modes de formation des scientifiques travaillant sur les systèmes agricoles et alimentaires sont nécessaires. Ils préconisent également d'interroger les relations entre sciences et sociétés. En effet, de par son caractère pluridimensionnel, l'agroécologie s'adresse à un public large et diversifié. Les relations réciproques d'échanges et de dialogue entre scientifiques et acteurs civils doivent être encouragées afin d'intégrer les savoirs et les pratiques dites profanes (locales, traditionnelles) avec les savoirs savants.

Il apparaît ici que nous nous trouvons bien loin de la simple relation "top-down" que les pouvoirs publics entretiennent avec le secteur associatif et la société civile dans la stratégie "Good Food". Encore une fois la frilosité et le manque d'ambition de cette stratégie entérinent un débat, pourtant nécessaire, en occultant une partie de la réalité. Comment une stratégie ministérielle peut-elle faire à ce point la sourde oreille face aux conséquences dramatiques de la production agroalimentaire industrielle ? Il peut sembler judicieux d'évoquer le lien entre l'industrie agroalimentaire et le modèle productiviste dans lequel nous évoluons. Cette liste non-exhaustive est volontairement alarmiste, car, devant les risques sanitaires, environnementaux et économiques que présentent le modèle agroalimentaire dominant, une posture radicale se doit d'être adoptée.

Une large contamination chimique des aliments et des sols, due à la multiplication des additifs chimiques utilisés par l'industrie agroalimentaires (on en dénombre plus de 2000) est constatée depuis plusieurs années.

Les taux de résidus de pesticides et de nitrates nuisibles à la santé dans les aliments sont alarmants. Il suffit d'observer la courbe exponentielle des cancers et des maladies cardiovasculaires ces dernières décennies.

La concentration intense d'animaux d'élevages entraîne l'usage généralisé et abusif d'antibiotiques, qui participent à réduire l'efficacité sanitaire de ceux-ci.

La contamination des nappes phréatiques et la perte de fertilité des sols, conséquentes à l'agriculture intensive, en plus de risques sanitaires, altèrent l'environnement de manière quasi irréversible.

La diminution des qualités nutritionnelles des aliments est observée depuis de nombreuses années. Sans parler du gaspillage énergétique colossal résultant des étapes du processus agro-industriel.

Le simple constat de cette destruction ne changera pas grand-chose et il faut par conséquent que les politiques et en particulier les politiques dites “d’alimentation durable” reconnaissent et actent l’échec de l’agriculture industrielle à répondre aux défis écologiques et sociaux que posent l’agriculture. Mais nous sommes ici forcés de constater que l’agroécologie fait peur aux politiques, aussi bien qu’au secteur agroalimentaire industriel. Il suffit de reprendre les 7 principes définis par Sylvia Pérez-Vitoria, sur la mise en place d’une démarche agroécologique, pour imaginer les sueurs froides que provoquent leur lecture par les actionnaires de Bayer/Monsanto. Les sept principes qui fondent la démarche agroécologique sont les suivants :

- “ 1) L’intégralité : même si le point de départ est l’agriculture, l’élevage ou la sylviculture, les activités à promouvoir doivent couvrir tous les domaines d’une zone rurale qui peuvent assurer le bien-être de ses habitants.*
- 2) L’équilibre : cette recherche concerne tant la nature que les relations sociales.*
- 3) L’autonomie de gestion et de contrôle de la part des habitants de la zone considérée.*
- 4) La minimalisation des externalités négatives des activités productives par la mise en place en particulier de réseaux locaux d’intrants comme de commercialisation des productions.*
- 5) La valorisation des circuits courts. Cette proposition liée à la précédente vise une relocalisation de la production et une réduction de la dépendance externe.*
- 6) L’utilisation des savoirs locaux en lien avec les systèmes traditionnels de gestion des ressources naturelles. Dans les cas où il n’existe plus ou pas beaucoup de savoirs locaux, c’est le cas des zones où prédomine l’agriculture industrielle, il est possible en reconstituant les cycles agroécologiques de produire des connaissances et des pratiques qui permettent un maniement agroécologique.*
- 7) La pluriactivité et la complémentarité dans les sources de revenus en puisant si nécessaire dans la récupération d’activités traditionnelles disparues qui avaient fait la preuve de leur intérêt et de leur complémentarité avec les activités agricoles.” (S. Pérez-Vitoria. 2011. L’Agroécologie, une approche multidimensionnelle de l’agriculture. p.3).*

Nous constatons qu’un seul de ces principes est présent clairement dans l’axe 1<sup>8</sup> de la stratégie “Good Food”, à savoir “la valorisation des circuits courts”. Il nous faut toutefois noter que l’action 2 de l’axe 1 de la stratégie “Good Food”, qui entend promouvoir l’autoproduction durable, peut en partie s’inscrire dans le principe de “l’autonomie de gestion

---

<sup>8</sup> Augmenter la production alimentaire locale durable

et de contrôle de la part des habitants de la zone considérée” prescrit par Sylvia Pérez-Vitoria. Cette autonomie de gestion et de contrôle sera abordé dans le deuxième chapitre.

Une telle réticence à englober les principes, et, a fortiori, le terme même d’agroécologie, relève d’un caractère radicalement transif de la société. Les auteurs de “L’agroécologie : trajectoire et potentiel” indiquent que *“l’agroécologie relève d’une critique sociale des effets de la modernisation des agricultures du monde, de l’exploration d’une autre voie axée prioritairement sur la recherche d’une autonomie et l’utilisation parcimonieuse des ressources par rapport à une économie de marché mondialisée dont les règles sont découplées des contraintes productives et écologiques locales.”* (2012, p.5) Une telle approche irait donc à l’encontre des intérêts des géants de l’agroalimentaire et des entreprises phytosanitaires. Nul doute que la puissance de tels lobbys a eu un réel pouvoir d’influence sur les politiques alimentaires d’hier, d’aujourd’hui et de demain.

Dans cette dernière partie nous nous concentrons sur les causes et les conséquences de l’absence du terme de “durabilité” dans la stratégie “Good Food”. Nous définirons la durabilité selon trois approches généralement admises dans les milieux spécialisé. Nous montrerons comment le sens synthétique de durabilité s’est détaché à la fois de l’idée de développement et de croissance économique en se rapprochant du concept d’agroécologie.

Pour le philosophe, la durabilité traite de la place de l’homme dans la nature, et des relations entre cultures, en ce qui concerne l’usage des ressources naturelles. Pour le sociologue, il s’agit, par durabilité, d’entendre le maintien du bien-être social. Pour l’écologue technicien, la disparition des ressources naturelles est la première préoccupation, et la durabilité doit se décliner par la synthèse des connaissances des différents domaines impliqués, comme la technologie, la biologie, ou encore l’économie. (F. Pervanchon, A. Blouet. 2003. Jeux en enjeux de l’adjectif “durable”) Il s’agit donc de prendre en compte l’environnement dans sa préservation et sa restauration, de l’économie dans sa croissance et sa productivité, de la société dans sa culture, son éthique et sa diversité, ainsi que dans la transmission des connaissances dans ses aspects inter- et intragénérationnels. La durabilité se réfère donc à une continuité qualitative et quantitative dans l’utilisation des ressources. Dans ce sens, elle est dynamique, car associée à l’évolution des activités humaines et des besoins sociaux. Elle implique un échange permanent entre activités, connaissances et technologies d’un côté, production de biens et de nourriture de l’autre. C’est ce caractère multidimensionnel de la durabilité qui est, certes très difficile à concrétiser, mais qui constitue cependant un cadre dans lequel peuvent s’harmoniser des questions concrètes, interpellant des disciplines fondamentales et suscitant des travaux de terrain. C’est ce

caractère multidimensionnel qui manque cruellement à la stratégie “Good Food”, qui, en omettant sciemment les notions d’agroécologie et de durabilité, révèle en fait, une stratégie du pas à pas, qui rend inopérante et contre-productive toute alternative révolutionnaire.

## En conclusion

Nous critiquons la vision positiviste de la stratégie “Good Food”, qui, en faisant l’économie de l’explication les termes de “durable” et de “croissance” ainsi qu’en omettant des notions comme “agroécologie” et “durabilité”, soutient la pérennisation d’un système dominant, sans questionner les problèmes fondamentaux inhérents à la production agricole.

L’idée qui domine cette stratégie est que, par des petites actions locales et citoyennes, nous pouvons passer d’un capitalisme destructeur à un capitalisme sain. Cette lecture nous semble à la fois dangereuse et contre-productive. La transition douce n’existe pas, les conséquences désastreuses du système agroalimentaire industriel au niveau économique, environnemental et sociétal ne sont plus à prouver. Cette stratégie ne doit pas être perçue comme une fin en soi, mais plutôt comme une première étape à un changement radical de nos modes de consommation et de productions alimentaires.

Enfin, nous déplorons que les bases de la stratégie “Good Food” fassent l’impasse sur les situations de pauvreté et de profondes inégalités, qui engendrent des pressions trop fortes sur l’environnement et conduisent donc à sa dégradation. Cette impasse occulte toutes les situations inverses où cette même pauvreté s’associe à des critères de sobriété écologique, de décroissance. Il est hypocrite de mettre l’accent sur des populations défavorisées en leur faisant porter le fardeau de la destruction environnementale. D’autant plus qu’il n’est plus à prouver que la réelle pression destructrice globale sur l’environnement est le fait du mode de vie et de production des classes aisées et moyennes. Une population vivant sur les ressources de son écosystème ambiant, se déplaçant peu, et à la consommation réduite a évidemment un impact écologique moindre. “On peut donc observer que la durabilité écologique s’accommode mieux de la pauvreté que de la richesse des sociétés occidentales, ne serait-ce pas une contradiction de taille pour le développement durable ?”<sup>9</sup>

Ce qui nous permet d’introduire, le chapitre suivant sur les différents positionnement citoyens et associatifs, par rapport à un tel dispositif.

---

<sup>9</sup> Emelianoff Cyria, « La problématique des inégalités écologiques, un nouveau paysage conceptuel », *Ecologie & politique*, 1/2008 (N°35), p. 19-31. in : <http://www.cairn.info/revue-ecologie-et-politique1-2008-1-page-19.htm> (consulté le 21/02/17)

## Bibliographie :

### Articles:

- Emelianoff Cyria (2008). La problématique des inégalités écologiques, un nouveau paysage conceptuel, *Écologie & politique*, 1/(N°35), p. 19-31. (article lu intégralement)
- Commission mondiale sur l'environnement et le développement de l'Organisation des Nations unies (1987). Rapport « Brundtland », Notre avenir à tous. Oxford: Oxford University Press (article lu intégralement)
- Pérez-Vitoria S. (2011). L'Agroécologie, une approche multidimensionnelle de l'agriculture (article lu intégralement)
- F. Pervanchon, A. Blouet, (CIRAD), (2003). Jeux et enjeux de mots : le cas de l'adjectif "durable". *bois et forêts des tropiques*, N 275 (article lu intégralement)
- P.M. Stassart, Baret Ph., Grégoire J-Cl., Hance Th., Mormont M., Reheul D., Stilmant D., Vanloqueren G., Visser M. (2012). L'agroécologie : trajectoire et potentiel. Pour une transition vers des systèmes alimentaires durables. Dijon: Educagri (article lu intégralement)
- Annexe à l'exposé de la session ordinaire du parlement de la région de Bruxelles-Capitale du 30 octobre 2015 A-254/2 – 2015/2016
- Annexe à l'exposé de la session ordinaire du parlement de la région de Bruxelles-Capitale du 28 octobre 2016 A-425/2 - 2016/2017
- Rapport de la stratégie "Good Food" "Vers un système alimentaire durable en région de Bruxelles-Capitale" (18/12/15)

### Ouvrages:

- Cornut P., Bauler T., Zaccarì E.(dir.) (2007). Environnement et inégalités sociales. Bruxelles : Editions de l'Université de Bruxelles. (ouvrage lu intégralement)
- Georgescu-Roegen N. (1995). La décroissance. Entropie - Écologie - Économie. Paris: Éditions Sang de la terre. (ouvrage lu intégralement)

## Se positionner ?

Face à ce constat sur l'ambiguïté du concept “d'alimentation durable”, tel qu'employé par les pouvoirs publics, plusieurs questionnements se posent à nous. Faut-il en raison de ce double langage, employé à dessein ou pas, participer à la stratégie “Good Food” ? Peut-on développer un projet de transformation radical de la société, tout en s'inscrivant dans une stratégie pour le moins réformiste ? Afin de guider et d'étayer cette réflexion, nous nous baserons sur le travail de Matthieu Hély sur “Les métamorphoses du secteur associatif”<sup>10</sup>, pour approcher au mieux le double enjeu des associations, partagées entre leur objet social et la nécessité de pérenniser leur activité. Matthieu Hély est docteur en sociologie de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS), maître de conférences en sociologie à l'Université Paris X-Nanterre et membre du Conseil scientifique de l'Observatoire de l'Economie Sociale et Solidaire.

Comment interpréter cet intérêt soudain du politique pour l'alimentation durable, autrement que comme une lubie écologique destinée à satisfaire les citoyens aussi bien que les agents économiques ? Rappelons-le, les recherches scientifiques en matière de transition alimentaire ont commencées dans les années 70 avec l'essor des grands mouvements écologistes, sans parler de l'ensemble des citoyens, associations, coopératives, qui n'ont jamais cessés de s'interroger et de pratiquer l'auto-production alimentaire, qui recréent l'idée de souveraineté alimentaire, sans que cela n'ait fait l'objet d'une politique publique. Pourquoi donc, et pourquoi maintenant ?

Afin de comprendre cette soudaine préoccupation des pouvoirs publics pour l'alimentation durable, nous utiliserons les travaux de David Graeber<sup>11</sup> sur l'usage et l'appropriation fallacieuse du concept de démocratie. Nous tâcherons d'établir des parallèles entre l'analyse de Graeber et la situation actuelle en matière d'alimentation. David Graeber est professeur d'anthropologie, licencié de l'université de Yale en 2005, il enseigne depuis, à la London School of Economics. Militant anarchiste notoire, il est l'une des figures médiatiques du mouvement Occupy Wall Street.

Enfin, puisqu'il semble impensable de terminer cet exercice sur une note aussi pessimiste, nous nous attacherons à proposer une perspective d'action citoyenne et associative extra-institutionnelle, en étudiant la mobilisation de la ZAD de Haren à la lumière des travaux de

---

<sup>10</sup> Hély, M., *Les métamorphoses du monde associatif*, Paris, Presses Universitaires de France, « Le Lien social », 2009, 306 p

<sup>11</sup> Graeber, D., *Démocratie Aux Marges*, Paris, Le Bord de l'eau, 2014, 120 p.

Jérôme Pellenc<sup>12</sup> sur cette mobilisation, ceux d'Irène Pereira<sup>13</sup> sur le Pragmatisme Radical et ceux de Simon Luck<sup>14</sup> sur le militantisme libertaire.

## Contribuer pour exister

*“Les bonnes causes ne justifient pas les mauvais moyens mais ce sont les mauvais moyens qui gâtent les meilleures causes”*  
Lanza del Vasto

Avant d’entrer véritablement dans le sujet qui nous occupe, à savoir les possibles positionnements des ASBL et des citoyens face à une commande publique ambiguë, il semble nécessaire d’envisager dans un premier temps la grande diversité du monde associatif, tant du point de vue des objectifs poursuivis, que du fonctionnement ou des modes de financement. Nous tâcherons d’en tirer une typologie basique, utile pour la suite de ce travail. Par ailleurs, analyser les associations simplement en fonction de leur diversité reviendrait à nier une caractéristique fondamentale du monde associatif, et qui en assure l’homogénéité et l’unité: la notion d’utilité publique, et la reconnaissance de cette mission d’utilité publique aussi bien par les pouvoirs publics que par le privé.

Enfin, et toujours sur base du travail de Matthieu Hély, l’objectif sera de montrer un parallèle entre la métamorphose des associations et celle des pouvoirs publics.

## Les associations, des entreprises comme les autres ?

“Les entreprises associatives, opératrices de politiques publiques”

La conception romantique du travail associatif, basé sur le don de soi désintéressé, le militantisme acharné, semble bien éloignée des réalités associatives d’aujourd’hui, bien plus proches, selon l’auteur, d’entreprises associatives que d’initiatives citoyennes, où le bénévolat cède de plus en plus de terrain au salariat: « *Il se concentre pour l’essentiel sur la part des*

---

<sup>12</sup> Pelenc, J., “La désobéissance civile, pour retrouver le chemin de la démocratie”, Bruxelles, Barricades, 2016, 28p, in [http://www.barricade.be/sites/default/files/publications/pdf/2016\\_-\\_etude\\_-\\_la\\_desobeissance\\_civile\\_pour\\_retrouver\\_le\\_chemin\\_de\\_la\\_democratie.pdf](http://www.barricade.be/sites/default/files/publications/pdf/2016_-_etude_-_la_desobeissance_civile_pour_retrouver_le_chemin_de_la_democratie.pdf), (consulté le 19/02/2017)

<sup>13</sup> Pereira, I., *Peut-on être radical et pragmatique ?*, Paris, Textuel, 2009, 141 p.

<sup>14</sup> Simon, L., « Entre contestation et participation. L’ambiguïté du rapport au vote des activistes de la gauche libertaire », *Revue française de science politique*, 2/2008 (Vol. 58), p. 231-256, in <http://www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2008-2-page-231.htm>, (consulté le 20/02/2017)

*structures associatives qui exercent des activités économiques relevant d'une "utilité sociale" et dont l'organisation repose en partie sur du salariat » (Hély, M, 2009, p 15)*

Cette notion d'utilité sociale est essentielle puisque c'est elle qui conditionne le rapport à l'Etat, la reconnaissance et donc l'octroi de financements. Pour M. Hély le glissement de l'Etat providence, vers l'Etat néolibéral, a entraîné un bouleversement dans la fonction donnée aux subventions publiques. Nous serions passé d'un paradigme "*où le monde associatif participait à l'extension des missions de la puissance publique dans de nombreux domaines comme le social et le médico-social, l'éducation populaire ou encore le tourisme social*" (Hély, M, 2009, p 47) à un paradigme où les associations sont vues comme des partenaires contractuels, des sous-traitants de services publics, soumis à des obligations.

La transformation, la diminution ou l'incertitude quant aux financements publics, poussent les associations à diversifier leurs sources de financements en se tournant du côté du privé, sous la forme de mécénat ou en augmentant leurs recettes d'activités, par la vente de biens et de services. Cette fonction de "production" de biens et services place invariablement les associations en concurrence avec leur homologues du secteur marchand. Arrivées sur le marché, les associations adoptent désormais des pratiques managériales directement empruntées aux entreprises lucratives (fundraising, marketing...)

Si ce glissement n'enlève rien au coeur du projet associatif et que ce dernier continue d'oeuvrer à l'utilité sociale en « *conjurant les carences du service public* » (M. Hély, 2009, p. 193), cette mise en concurrence avec le secteur marchand et l'évolution de ce rapport contractuel avec les pouvoirs publics (commanditaire et sous-traitants) mènent les entreprises associatives à osciller "*perpétuellement entre une rationalité en valeur où le projet éthique importe plus que l'ajustement des moyens matériels et une rationalité instrumentale où seul le calcul guide l'action*" (M. Hély, 2009, pp.99-100) En d'autres termes, les associations qui ont ouvert la porte au salariat, au moins un salarié, doivent en permanence se réinventer et tâcher de parvenir à "*un compromis*" entre cette "*rationalité en valeur*" qui consacre la prééminence de leur utilité publique, de leur objet social et cette "*rationalité instrumentale*" au profit de leur équilibre financier, de la pérennisation des activités, du maintien des emplois.

L'évolution des financements publics a lui aussi une conséquence notable, les associations ne sont plus rétribuées simplement en fonction de leur utilité sociale, elle doivent rentrer dans un cadre défini par la puissance publique (appels d'offres, appels à projets, marchés publics). En somme, elles doivent adapter leur objet social à la demande. Le contrôle des finances

publiques, quand à lui, pousse à une forme de bureaucratisation, où les associations sont contraintes de fournir des justifications énormes sur l'usage des fonds publics. Devenant au mieux des salariés-militants-gestionnaires au pire des salariés-gestionnaires<sup>15</sup>.

Pour rétablir le lien avec l'objet de notre recherche, le rapport des associations écologistes et agroécologistes face à un dispositif "Good Food" -dont l'ADN est profondément néolibéral et productiviste, nous l'avons prouvé- offre un cadre de compréhension concret des tensions à l'oeuvre.

Il y a d'une part les associations qui partagent la sémantique "Good Food", convaincues qu'il est possible de rendre "durable" la production alimentaire et de « *donner une âme au capitalisme* » (M. Hély, 2009, p. 225). Il y a ensuite toutes celles qui y voient effectivement un projet idéologiquement en porte-à-faux avec le leur, mais qui font le choix, au nom de leur objet social, de s'y conformer, si ce n'est en actes, à tout le moins, en mots.

Il y a enfin toutes celles dont Matthieu Hély parle peu, les associations qui ne comptent que des bénévoles, pour qui les subsides ne conditionnent pas l'action menée et qui continueront les potagers, les composts, les fermes urbaines, soutiens publics ou pas.

Pour terminer sur les mutations associatives, il convient, maintenant que nous avons étudié le rapport avec les partenaires, publics ou privés, d'analyser le changement de rapport avec les bénéficiaires. Cette rupture historique, que constitue l'entrée sur le marché des associations, inaugure également un bouleversement dans la perception de l'usager, qui devient alors un client, à satisfaire et à fidéliser. Plus le pouvoir d'achat du "client" est important plus il représente un segment de marché intéressant (le marché des produits issus du commerce équitable, par exemple), cette dynamique « *conduit à orienter davantage leur projet et leurs actions vers des publics solvables* » (Dégrange, P., & Richez-Battesti, 2014, p 9 qui citent V. Tchernonog)

La stratégie "Good Food" est claire à ce titre: il convient de « *transformer des objectifs environnementaux en opportunités économiques* » (Rapport du Parlement de la RBC du 28 octobre 2016 p 802). Elle ne précise pourtant pas les moyens à mettre en oeuvre afin d'offrir à tous les mêmes « *opportunités économiques* ». A vrai dire, le lien entre inégalités sociales et

---

<sup>15</sup> Dégrange, P., & Richez-Battesti, N., *Evolution des modes de financement des associations et professionnalisation: le cas des ateliers vélo participatifs et solidaires*, Université d'Aix-Marseille, Faculté d'Économie et de Gestion, 2014, 70 p, in [https://www.heureux-cyclage.org/IMG/pdf/pierre\\_degrange\\_m2ess\\_memoire\\_v11.pdf](https://www.heureux-cyclage.org/IMG/pdf/pierre_degrange_m2ess_memoire_v11.pdf), (consulté le 25/02/2017)

inégalités écologiques n'est même pas envisagé, comme nous l'avons vu dans la partie précédente.

Malgré la lecture ambiguë, quasi paradoxale, que l'on peut faire de cette stratégie "Good Food", il convient de se demander pourquoi des associations qui oeuvrent depuis longtemps à l'agroécologie ou l'agriculture urbaine ne pourraient pas bénéficier d'un soutien de Bruxelles Environnement pour la reconnaissance et le soutien de leur action ? La réponse tient essentiellement dans la recherche de ce "*compromis*", décrite par Matthieu Hély: si le degré de compromission s'avère raisonnable au vue des valeurs et du projet de l'association, alors la subvention ne créera pas de dissonance avec sa vocation initiale. Et il serait dommage de s'en priver.

## Conscientiser une dépossession

De la démocratie à l'alimentation durable, un vol systémique institutionnalisé.

*"les pratiques démocratiques, qu'on les définissent comme des procédures de décision égalitaires ou comme un mode de gouvernement par la discussion publique, tendent à apparaître dans des situations où des communautés règlent leurs propres affaires hors de la portée de l'État."*

(D. Graeber, 2014, p 57)

Dans cette partie, nous nous emploierons à montrer comment la récupération politique de concepts fondateurs, comme la "démocratie" ou "l'alimentation durable", sert finalement un dessein de domination et de contrôle antagoniste à l'usage et à la pratique populaire. Le parallèle peut sembler assez lointain entre l'emploi du mot "démocratie" et celui d'alimentation durable, notamment parce que ces deux notions fondent la réalité à des degrés très inégaux. Cela n'empêche que l'analyse de Graeber nous renseigne sur la fonction du terme de "démocratie", comme nous devons nous renseigner sur la fonction du terme "d'alimentation durable". Après avoir présenté les hypothèses de David Graeber, nous tâcherons de reproduire un raisonnement analogue en substituant l'alimentation durable à la démocratie et en donnant des exemples à Bruxelles et ailleurs.

L'objectif de cette partie sera donc de montrer que l'alimentation durable, comme la démocratie, n'est pas affaire de mots mais bien de pratiques, qui s'expriment dans l'auto-organisation et non dans la réponse à une commande publique. Et qu'au contraire, la

commande publique ôte toute vitalité, toute perspective d'auto-organisation, sape les fondements démocratiques.

Dans la première partie de son ouvrage, David Graeber s'attache à retracer l'invention du concept de démocratie et celui d'Occident. Pour lui la démocratie telle qu'établie aujourd'hui dans nos contrées, se référerait bien plus à la République romaine qu'à la Démocratie athénienne fondée sur l'auto-organisation et la délibération collective égalitaire. La République romaine est entendue ici comme la subtile alliance entre monarchie, aristocratie et un soupçon de démocratie (D. Graeber, 2014, p 36 citant John Adams, *Defense of the Constitution*), incarnés dans les institutions républicaines par le président, le sénat et le parlement. *“Le terme de « démocratie » lui-même, qui semble avoir été forgé par ses détracteurs élitistes comme une sorte d'insulte”*. (D. Graeber, 2014, p 32) En témoigne d'ailleurs la traduction de Thucydide par Thomas Hobbes qui conclut que *“la démocratie était un régime instable et tumultueux, favorable à l'esprit de faction et à la démagogie, et marqué par une forte tendance à sombrer dans le despotisme”*. (D.Graeber, 2014, pp35-36) La démocratie étant alors perçue comme le déchaînement de la foule en arme. C'est pourquoi, son usage par les hautes sphères de pouvoir est assez récent. Ça n'est qu'à partir du début du XIXe siècle que les Etats Nord-Atlantique commencent à réhabiliter le terme pour des question électorales. *“Aux États-Unis, à mesure que le droit de vote s'élargissait dans la première décennie du XIXe siècle et que les hommes politiques se voyaient progressivement contraints d'attirer les suffrages des petits fermiers et des travailleurs des villes, certains commencèrent à adopter ce terme”* (D.Graeber, 2014p 37). Même phénomène à l'oeuvre en France dès les années 1830, où *“les socialistes commencèrent à se réclamer de la «démocratie », avec des résultats comparables. En dix ou quinze ans, ce terme fut aussi repris par les républicains modérés et les conservateurs, contraints de se confronter aux premiers pour conquérir les voix des milieux populaires* (D.Graeber, 2014, p 37, citant Dupuis-Deri)”

Et soudain, le monde Nord-atlantique est devenu démocrate.

Un article étonnamment visionnaire du philosophe André Gorz, paru en 1974, sur la récupération de l'écologie par les pouvoirs politiques et financiers, nous permet de rétablir le lien entre notre sujet et la démonstration de Graeber. *“Evoquer l'écologie, c'est comme parler du suffrage universel et du repos du dimanche : dans un premier temps, tous les bourgeois et tous les partisans de l'ordre vous disent que vous voulez leur ruine, le triomphe de l'anarchie*

*et de l'obscurantisme - de la démocratie donc ?- Puis, dans un deuxième temps, quand la force des choses et la pression populaire deviennent irrésistibles, on vous accorde ce qu'on vous refusait hier et, fondamentalement, rien ne change."*

L'écologie politique apparaissait encore dans les années 70-80 comme une forme de sentimentalisme nostalgique et naïf de post soixante-huitard en mal de symbiose avec la nature. Face à la série de catastrophes naturelles, écologiques, sociales et sanitaires que nous connaissons de manière quasi ininterrompue depuis 20 ans, qui oserait encore questionner la nécessité de prendre en compte l'environnement ? Personne. Pas même l'industrie agro-chimique, représentée par la fusion Bayer/ Monsanto qui se targue de cette volonté de "Durabiliser"<sup>16</sup>.

Le moment où la confrontation devient de plus en plus palpable, c'est lorsqu'on en vient aux solutions préconisées, comme pour "la démocratie". *"Le pouvoir central renforcera son contrôle sur la société : des technocrates calculeront des normes « optimales » de dépollution et de production, édicteront des réglementations, étendront les domaines de « vie programmée » et le champ d'activité des appareils de répression"*<sup>17</sup> La réponse du pouvoir à l'enjeu environnemental, comme à celui de l'organisation collective, c'est la technocratie, les gouvernements d'experts, l'élaboration de quotas... Toujours plus ancrés dans une perspective quantitative, propre au champ de l'économie, mais dont la dimension qualitative, relationnelle, qui se réfère au champs de l'écologie ou de la démocratie est tout bonnement absente.

Et si une réponse politique et économique semble aujourd'hui indispensable, c'est que le mouvement paysan prend de l'ampleur, qu'il s'organise, se politise, en témoigne l'essor du groupement paysan Via Campesina, qui compte aujourd'hui 164 organisations dans 79 pays et représente plus de 200 millions de paysannes et paysans à travers le monde<sup>18</sup>. Il convient donc de contenir cette "*populace*" (D.Graeber, 2014, p 75) qui s'organise. Exactement

---

<sup>16</sup> « Bayer a pour mission d'aider les agriculteurs à produire de manière durable et en quantité suffisante des denrées à la fois saines, sûres et abordables pour assurer la sécurité alimentaire d'une population mondiale en constante augmentation », « Devant la difficulté d'exercer des activités dans un monde caractérisé par des ressources limitées et une instabilité climatique accrue, il existe un besoin évident en solutions innovantes pour inventer l'agriculture de demain. En soutenant tous les agriculteurs du monde entier, quelle que soit la taille de leur exploitation, l'entreprise issue de la fusion se positionnerait comme un partenaire de premier plan pour la fourniture de solutions haut de gamme et parfaitement intégrées. » a déclaré Liam Condon, membre du Comité de direction de Bayer AG et directeur de la division Crop Science in <https://www.bayer.be/fr/medias/communications/bayer-propose-dacquerir-monsanto-pour-creer-un-leader-mondial-de-lagriculture.php>, (Consulté le 18/02/2017)

<sup>17</sup> Gorz, A., "Leur écologie et la nôtre", Le Monde Diplomatique, avril 2010, p26

<sup>18</sup> Site officiel de la Via Campesina, in <https://viacampesina.org/fr/>, (consulté le 21/02/2017)

comme l'ont fait les gouvernements du XIXe siècle, quand il s'agissait de contenir des mouvements sociaux trop virulents, trop organisés, en leur octroyant le droit d'user du mot de démocratie.

*“Si la démocratie relève avant tout de la prise en charge de leurs propres affaires par des communautés humaines dans le cadre d'un processus ouvert et relativement égalitaire de discussion publique, alors il n'y a aucune raison de considérer que les formes de prise de décision égalitaires des communautés rurales en Afrique ou au Brésil mériteraient moins d'être désignées sous ce terme que les systèmes constitutionnels qui régissent la plupart des États-nations aujourd'hui. Peut-être même le mériteraient-elles davantage”* (D. Graeber, 2014, p.10). Or la spécificité de ces mouvements, issus du monde rural est justement qu'ils se basent sur la réappropriation de la production alimentaire pour fonder un projet profondément démocratique. En témoigne l'élaboration du concept de “Souveraineté alimentaire” par la Via Campesina. Mais il en va de même pour un certain nombre de mouvements démocratiques, qui sont d'origine paysanne: le mouvement des Paysans sans Terres au Brésil, l'association des paysans de l'État du Karnataka (Karnataka State Farmer's Association, un groupe socialiste d'action directe indien se réclamant de Gandhi), le mouvement Zappatiste au Chiapas, l'essor des ZAD partout dans le monde, y compris en Belgique...

*“La prise de décision consensuelle est typique des sociétés au sein desquelles on ne voit aucun moyen de contraindre une minorité à accepter une décision majoritaire, soit parce qu'il n'existe pas d'État disposant du monopole de la coercition, soit parce qu'il ne manifeste aucun intérêt ni aucune propension à intervenir dans les prises de décision locales”.* (D. Graeber, 2014, p 30) C'est dans la dernière partie de la phrase de Graeber que se noue l'enjeu de la répression, de la coercition. Les mouvements de paysans-citoyens sont tolérables, tolérés, tant que l'Etat “ne manifeste aucun intérêt” à intervenir. Si au contraire le mouvement devient puissant et risque de troubler l'ordre marchand, c'est tout naturellement que l'Etat vient à sa rescousse, à grand renfort de stratégies, de budgets et de planification. La perfusion étatique calme la rage populaire. Cette défiance des politiques à l'égard des grands mouvements sociaux, qui recourent à des processus délibératifs collectifs, a été qualifiée d'«*agoraphobie politique*» par Francis Dupuis-Deri (D. Graeber, 2014, p 76, citant Dupuis-Deri)

Encore une fois grâce au travail de Graeber, nous pouvons répondre à ceux qui considèrent que les pouvoirs publics sont la plupart du temps mus par de nobles motivations, et qui

verraient dans les hypothèses ici avancées, le fruit d'un odieux pessimisme, d'une sombre entreprise anarchiste, destinée à critiquer par principe. L'histoire nous offre de nombreux exemples à ce sujet, nous donnerons celui de Graeber sur la Grande Bretagne, qui est assez frappant: *“qu'il s'agisse du soutien qu'elle apporta à l'Empire ottoman contre la rébellion du gouverneur égyptien Méhémet Ali après le traité de Balta Limani en 1838, ou aux forces impériales des Qing contre la révolte de Taipei à la suite du traité de Nankin de 1842. Dans les deux cas, l'Angleterre put tout d'abord trouver quelques excuses pour justifier l'attaque qu'elle lança contre deux des plus grands et des plus anciens régimes d'Asie. Elle réussit à les vaincre militairement tous deux, à leur imposer un traité commercialement très avantageux, puis, presque immédiatement, elle fit volte-face pour soutenir ces mêmes régimes contre des forces rebelles qui étaient clairement plus proches des prétendues « valeurs occidentales » que ces régimes eux-mêmes : dans le premier cas, une rébellion dont le but était d'engager l'Égypte sur les voies de l'État-nation moderne ; dans le second, un mouvement égalitaire d'inspiration chrétienne qui en appelait à la fraternité universelle.”* (D. Graeber, 2014, p 42). Plus récemment, sur le sujet qui nous occupe, la lutte contre la construction d'une maxi-prison sur le terrain du Keelbeek à Haren, nous donne un très bon exemple de ces prétendues “bonnes intentions”. En dépit du fait que le dispositif “Good Food” prévoit un droit de préemption sur les terrains cultivables en RBC et l'importante mobilisation citoyenne contre la construction d'une prison sur le terrain, le Parlement de la Région a rendu un avis favorable au permis d'urbanisme, en décembre dernier. Pour en conclure sur les “bonnes intentions” du pouvoir, attardons nous un moment sur la prétendue assise démocratique<sup>19</sup> sur laquelle se fonde la stratégie. Mentionner “les citoyens”, “les associations”, “le peuple” n'est en rien un argument pour prouver la bonne foi des politiques, au contraire. Les gouvernements recourent souvent à cet idée de “peuple” -sans jamais la définir par ailleurs- pour légitimer les pires mesures. Les tribunaux allemands, par exemple, ont indistinctement rendu justice *“im Namen des Volkes”*, “au nom du peuple”, de la République de Weimar, à la République Fédérale, en passant par le Reich nazi. (D. Graeber, 2014, p78).

Malgré un langage auquel il est très difficile de ne pas adhérer - qui ne veut pas un monde meilleur ? - le dispositif “Good Food”, tel qu'il est présenté dans la stratégie, nous fournit la preuve de cette habile substitution: “d'une succession graduée d'espaces ouverts à l'improvisation démocratique”, incarnée par la diversité du monde et des pratiques

---

<sup>19</sup> Le terme “citoyen” est utilisé 42 fois dans la stratégie

paysannes, à un projet politique uniforme, rationalisable, démagogique et surtout dépossédé de son fondement démocratique.

Nous comprenons dès lors quel sera l'enjeu de la dernière partie, envisager "ces interstices", "ces marges" pour continuer à inventer la démocratie, en même temps que les conditions de production d'une alimentation écologique.

## Le règne de l'invention

*« Nous sommes donc à la fois fantastiquement utopistes et radicalement pragmatiques, bien plus pragmatiques au fond que tous les gestionnaires " crédibles " du capitalisme et des mouvements sociaux », un militant contre le projet de loi du CPE en France*

Dans le cadre du Master-plan 2008-2017, le SPF Justice jette, en 2012, son dévolu sur le terrain du Kelbeek à Haren, au nord de Bruxelles, pour y construire la plus grosse unité carcérale du pays. Une maxi-prison capable d'enfermer 1190 personnes, sur 18 ha de terre arable pour un coût supérieur à trois milliards d'euros. Les espaces verts se font rares dans la capitale, a fortiori les terrains cultivables, et ce terrain joue un rôle crucial de nettoyage de l'air, notamment en raison d'une concentration de particules fines due à la proximité avec l'aéroport de Zaventem.

Un collectif d'Harenois, s'organisant pour dénoncer le projet, est rapidement rejoint par des militants de tous bords (anti-carcéraux, issus du milieu paysan, écolo) et l'asbl Respire. Ils font de ce terrain une ZAD, Zone A Défendre<sup>20</sup>.

Si cette lutte nous intéresse tout particulièrement, c'est parce qu'elle allie une perspective philosophique radicale et un mode d'action pragmatique. On a tendance à associer l'idée de pragmatisme à une pure rationalité économique, un compromis entre les moyens à mettre à oeuvre et l'objectif à atteindre. Pour le Larousse le pragmatisme est une *"Doctrin qui prend pour critère de vérité le fait de fonctionner réellement, de réussir pratiquement."*<sup>21</sup> Il se fonde donc sur un critère d'efficacité, caractéristique que l'on prête plus facilement aux projets capitalistes. Pourtant, Irène Pereira nous le montre dans son ouvrage, les associations

<sup>20</sup> Anonyme, "Le keelbeek première zone à défendre de Belgique", *Observatoire de la maxi-prison Haren-Bruxelles*, non daté, in <http://www.harenobservatory.net/le-keelbeek-premiere-zad-de-belgique>, (consulté le 21/02/2017)

<sup>21</sup> Définition de "pragmatisme", *Larousse*, in <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/pragmatisme/63226>, (Consulté le 25/02/2017)

militantes libertaires s'inscrivent de plus en plus dans une perspective pragmatique où l'efficacité est réhabilitée. Le sociologue Jacques Ion caractérise cette tendance de la manière suivante : « *Le slogan alter-mondialiste "Penser global, agir local" symbolise très bien cette donnée récente du militantisme en général: essayer de proposer un idéal et d'obtenir en même temps des résultats concrets et significatifs. C'est ce que j'appelle l'"idéalisme pragmatique"* » (Pereira, I., 2009, p.12)

Le processus que décrit Irène Pereira indique un bouleversement dans la perspective d'action militante, qui partirait aujourd'hui d'une volonté de renouer avec l'action et de partir de cette dernière pour analyser l'efficacité des pratiques. Cette dynamique est renforcée par la présence de nombreux chercheurs-militants dans ces mouvements, qui en jonglant entre ces deux casquettes permettent le développement d'un corpus militant, non plus selon une rupture entre la science et le réel, mais comme un "*continuisme entre activités savantes et activités militantes*" (Pereira, I., 2009, p. 86).

C'est ce qu'on observe dans la lutte contre la maxi-prison. Si les militants ont à coeur de faire de l'action directe, il n'ont pourtant pas totalement abandonné les procédures "classiques": ils ont déposé plusieurs des recours contre le permis d'urbanisme délivré en décembre 2016, "*On l'attendait presque, ce permis, pour pouvoir le combattre et donc on espère bien le casser*" déclare Laurent Moulin, du Comité de Haren.<sup>22</sup> Ils ont obtenus que l'expulsion de l'occupation en septembre 2015 par la police fédérale soit jugée illégale - expulsion qui a eu lieu alors qu'une partie du Comité du Keelbeek se trouvait au tribunal, à l'audience contre l'ordonnance unilatérale d'évacuation du terrain. Ils rédigent actuellement un contre-projet pour l'exploitation du terrain<sup>23</sup>.

Dans la même lignée que le phénomène décrit par Irène Pereira, la ZAD de Haren a produit un volume considérable de textes, photos, dessins, vidéos relatives à la lutte: l'expérience militante est ici directement associée à une fonction de documentation et d'analyse. En témoigne la création récente d'un "Observatoire de la Maxi-Prison" (Harenobservatory.net).

---

<sup>22</sup> Baele, M., "Contre-attaque des opposants à la prison de Haren: recours et résistance les pieds dans l'herbe", RTBF, mis en ligne le 10/01/2017, in [https://www.rtf.be/info/regions/bruxelles/detail\\_contre-attaque-des-opposants-a-la-prison-de-haren-recours-et-resistance-les-pieds-dans-l-herbe?id=9499047](https://www.rtf.be/info/regions/bruxelles/detail_contre-attaque-des-opposants-a-la-prison-de-haren-recours-et-resistance-les-pieds-dans-l-herbe?id=9499047), (consulté le 22/02/2017)

<sup>23</sup> Des opposants à la prison, "Une mégaprison à Haren ? Mais enfermer n'améliore pas la sécurité de la société", Reporterre, mis en ligne le 21/10/2016, in <https://reporterre.net/Une-megaprison-a-Haren-Mais-enfermer-n-ameliore-pas-la-securite-de-la-societe>, (consulté le 22/02/2017)

Sur ce site, qui répertorie l'ensemble des documents officiels disponibles, des procès-verbaux de conseils communaux, on trouve même un communiqué de presse des jeunes du MR qui mettent en garde les élus sur les risques du projet.

Dissonance ? Non, pragmatisme. *“Mise en avant de l'action, remise en cause des dualismes entre l'idéal et le réel, voilà quelles seraient, entre autres, les caractéristiques du pragmatisme associé au renouveau contestataire.”* (Pereira, I., 2009, p.4)

Ce qui nous amène à étudier leurs modèles d'actions.

*“Ni Prison, Ni béton, Keelbeek libre”*

Dans la pratique militante libertaire *“c'est l'activisme qui constitue le cœur de la politique pour des individus qui veulent y voir une alternative à une démocratie (représentative) intrinsèquement défailante car aliénante, dans la mesure où elle rompt le lien entre les citoyens et l'exercice de la politique”* déclare Simon Luck sur les modes de participation des militants de la gauche libertaire. La notion d'expérience est ici centrale. De nouveau, la lutte de la ZAD de Haren nous en donne de très bons exemples.

Le mouvement a commencé le 17 avril 2014, date de la journée mondiale pour les luttes paysannes<sup>24</sup>, lorsqu'une centaine de militants et membres du comité de Haren, se sont rassemblés sur le terrain. Ils se lancent dans une occupation illégale du terrain et commencent à planter des pommes de terre: pour sensibiliser à la disparition des terres agricoles dans les espaces urbains, à la difficulté de consommer en circuit court et critiquer l'idée selon laquelle construire plus de prisons participe au désengorgement carcéral. Ils deviennent alors le mouvement des Patatistes, en référence au mouvement paysan Zapatiste.

A partir de cette date, le terrain devient un lieu de vie et d'expérimentation militante. Les “patatistes” obtiennent une convention d'occupation précaire du terrain, développent un potager (un peu plus diversifié), créent une mini-ferme et même une habitation sommaire pour pouvoir en permanence défendre le terrain. Ils organisent régulièrement des rencontres, des manifestations, débats et fêtes sur le terrain.

Mais la lutte du Keelbeek ne se résume pas à une occupation, des poules et des fêtes. Les membres du comité dressent une critique acerbe de la démocratie électorale et de ses

---

<sup>24</sup> Cette date a été choisie en hommage aux 19 paysans du Mouvement des paysans sans-terre assassinés par des forces paramilitaires au Brésil à l'occasion d'une manifestation en 1996.

représentants, ils connaissent la loi et s’y soustraient volontairement, au nom de ce qu’ils considèrent être juste. *“Il faut donc obéir au droit en connaissance de cause et non inconditionnellement. Au fondement de la citoyenneté, il n’y a ni la vertu d’obéissance, ni la discipline, mais la responsabilité des individus”* (Pelenc, J., 2016, p 5). Cette citation de Jérôme Pelenc, chercheur en écologie sociale à l’ULB et également militant du mouvement contre la maxi-prison, nous permet d’introduire cette idée de désobéissance civile et, dans le cas qui nous occupe, de la désobéissance civile radicale. Les deux dynamiques se distinguent par la perception qu’elles ont du cadre légal. L’approche désobéissante se fonde en vertu du cadre légal, du droit ou du devoir des citoyens à désobéir face à une décision du pouvoir qui serait jugée illégitime. *« La désobéissance civile devient un devoir sacré quand l’État n’observe plus les lois, ou, ce qui revient au même, quand il est corrompu. Et un citoyen qui négocie avec un tel État partage sa corruption et son dérèglement. »* (Pelenc, J., 2016, p 4, citant Gandhi) Pour rappel, une quarantaine de personnes de la Régie de Bâtiments, institution chargée d’administrer le terrain du Keelbeek, a été condamnée pour corruption en 2015. Si *“la remise de soi à des représentants est une aliénation”* (Simon, L., 2008, p 240), la remise de soi à des représentants corrompus l’est d’autant plus et doit entraîner une réaction. C’est justement là que l’on glisse sur le terrain de la désobéissance radicale, où les institutions de l’Etat sont vues comme intrinsèquement corrompues, violentes et donc impossibles à réformer.

Dès lors, les principes qui fondent l’action changent. L’action qui devait être déclarée, publique est peu à peu remplacé par le règne de l’anonymat, en grande partie en raison de la surveillance d’Etat<sup>25</sup>. La référence au cadre légal est de moins en moins pertinente dans ce type d’action, puisque l’illégalité et la violence se trouvent du côté de l’Etat. La justice à laquelle se réfère ce type d’action relève plus de principes de Justice universelle, que d’une quelconque Constitution<sup>26</sup>. Vient ensuite la question de la violence ou non de l’action. La désobéissance civile classique est toujours pacifiste. En revanche, la désobéissance radicale revendique l’usage de la violence, en réaction à la violence d’Etat. La violence entendue ici comme des *“ des actes qui affectent des personnes ou leurs possessions”* (Pelenc, J., 2016, p.23), peut donc être physique, psychique ou matérielle. La violence physique peut être utilisée mais de manière simplement défensive, dans le cas d’une expulsion par exemple. Cela dit, le rapport de force est tellement déséquilibré face aux appareils répressifs de l’Etat,

---

<sup>25</sup> *“sans doute quelques écoutes téléphoniques et autres ignobles surveillances de la Sureté de l’État, quelques tentatives de division du mouvement...”* in <http://haren.luttespaysannes.be/pourquoi-la-lutte/>, (consulté le 20/02/2017)

<sup>26</sup> Par exemple: le slogan des Climate Games *« we are nature defending itself »* (Pelenc, J., 2016 p25)

que l'action a peu de chance d'aboutir. Elle permet cependant une bonne médiatisation, en cas de violences policières notamment. Se pose ensuite la question de la manière d'assumer les conséquences de l'action. Dans le cas de la désobéissance radicale deux perspectives existent. La première consiste à ne pas se soumettre au jugement: si la loi est injuste, arbitraire, violente, le châtimeur l'est tout autant. Dans la seconde, les militants inculpés et jugés peuvent tenter de mobiliser l'opinion publique, ce qui n'est pas chose aisée puisque nous sommes dans ce que Jérôme Pelenc appelle "*l'autoritarisme légalitaire*" en citant Habermas<sup>27</sup>.

En mai 2015, après que des militants du mouvement ont détruit une maquette de la Maxi-prison au siège de la Régie des bâtiments, le parquet ouvre rapidement une enquête contre quatre personnes accusées de "destruction de bien mobilier en bande". En Février 2016, les quatre militants sont jugés coupables et écotent de peines de prison avec sursis. A plusieurs reprises, l'occupation pacifiste du terrain a permis d'empêcher le début des travaux. Après l'expulsion et l'encerclement du terrain de barbelés par la Régie des Bâtiments, les militants réalisent une opération de découpage des grilles qui encerclent le terrain, la nuit du 24 décembre, alors que des vigiles "surveillent" le terrain 24h sur 24 7 jours sur 7. Ils lancent une nouvelle occupation sur le terrain et créent un pont au dessus ce qu'il reste de barbelés.

Enfin, nous terminerons sur la mobilisation du Keelbeek en nous interrogeant sur la pluralité des luttes et sur les multiples formes d'expression qui en émanent. Lorsqu'on se renseigne sur le mouvement Harenois, ce qui apparaît en tout premier lieu, c'est la grande diversité de sources d'information, qui semblent appartenir à chacune des branches du mouvement, radicaux, réformistes, abolitionniste, écologistes... On dénombre au moins 6 sites internet consacrés à la lutte, qui se renvoient les uns aux autres. On remarque une pluralité d'approches de la lutte qui témoigne de cette prise en considération d'une problématique globale, "*Pour des territoires et espaces de vie libres, en résistance, et créateurs « d'autres possibles »*".<sup>28</sup>

Le mouvement des Patatistes harenois nous donne un exemple révélateur d'une forme de lutte à la fois pragmatique et radicale, qui tâche d'envisager la problématique écologique et la problématique carcérale conjointement, en vertu de principes de Justice universelle. "*Ce*

---

<sup>27</sup> « Lorsque les procureurs et les juges ne respectent pas cette dignité, lorsqu'ils poursuivent ceux qui violent la règle comme des criminels et les punissent avec les peines habituelles, ils tombent dans le légalisme autoritaire. », J. Habermas, (Pelenc, J., 2016, p 23)

<sup>28</sup> <http://haren.luttespaysannes.be/pourquoi-la-lutte/>, (consulté le 20/02/2017)

*moment marque le début de notre capacité à nous organiser collectivement au-delà de nos différences, pour faire face à la logique destructrice du capitalisme promue par l'État. Car nous sommes tous et toutes menacés par ce genre de projets nuisibles à la vie*<sup>29</sup>.

## En conclusion,

Nous l'avons vu, la palette d'actions possibles pour contribuer au développement d'un alimentation écologique et aussi vaste et variée que le champs des associations elles-mêmes. Ce qui ressort de cette deuxième partie c'est la nécessaire prise de conscience que les dispositifs publics ne sont pas neutres, qu'ils portent en eux un projet idéologique, qui, dans bien des cas semble contraire à un projet de transformation radical de la société. L'adaptation à cette donnée dépend de la balance entre une rationalité en valeur et une rationalité instrumentale et le degré de compromission que cela engendre. Par ailleurs il nous semble important de préciser, au regard de l'analogie avec l'analyse de David Graeber, qu'il revient aux mouvements militants, citoyens, associatifs d'écrire leur propre histoire pour que la science ne soit pas qu'une science d'Etat, de continuer à explorer la délibération égalitaire et le consensus, pour faire vivre une certaine forme de démocratie, à l'extérieur des appareils étatiques de domination. Enfin comme en témoigne la mobilisation du Keelbeek, la lutte pour l'écologie est une lutte protéiforme, multi-supports et multi-objectifs, qui réalise un consensus sur la diversité et la pluralité qui doivent la composer. Et c'est là dessus que nous terminerons, la stratégie "Good Food" fait totalement l'impasse sur la notion d'écosystème. Or, c'est justement de cet écosystème démocratique dont il est ici question. Un monde qui prend en considération des organismes aux fonctions et aux motivations variées, régies par un certain nombre de principes, pas simplement écologiques, mais sociaux, philosophiques, politiques et économiques.

---

<sup>29</sup> *op.cit.*

## Bibliographie:

### Articles:

- Gorz, A., “Leur écologie et la nôtre”, *Le Monde Diplomatique*, avril 2010, p 26 (article lu intégralement)
- Pelenc, J., “La désobéissance civile, pour retrouver le chemin de la démocratie”, Bruxelles, *Barricades*, 2016, 28p, in [http://www.barricade.be/sites/default/files/publications/pdf/2016\\_-\\_etude\\_-\\_la\\_desobeissance\\_civile\\_pour\\_retrouver\\_le\\_chemin\\_de\\_la\\_democratie.pdf](http://www.barricade.be/sites/default/files/publications/pdf/2016_-_etude_-_la_desobeissance_civile_pour_retrouver_le_chemin_de_la_democratie.pdf), (consulté le 19/02/2017) (article lu intégralement)
- Simon, L., « Entre contestation et participation. L'ambiguïté du rapport au vote des activistes de la gauche libertaire », *Revue française de science politique*, 2/2008 (Vol. 58), p. 231-256, in <http://www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2008-2-page-231.htm>, (consulté le 20/02/2017) (article lu intégralement)
- Zin, J., « Qu'est-ce que l'écologie-politique ? », *Ecologie & politique*, 2/2010 (N°40), p. 41-49, in <http://www.cairn.info/revue-ecologie-et-politique1-2010-2-page-41.htm>, (consulté le 20/02/2017) (article lu intégralement)

### Ouvrages:

- Dégrange, P., & Richez-Battesti, N., *Evolution des modes de financement des associations et professionnalisation: le cas des ateliers vélo participatifs et solidaires*, Université d'Aix-Marseille, Faculté d'Économie et de Gestion, 2014, 70 p, in [https://www.heureux-cyclage.org/IMG/pdf/pierre\\_degrange\\_m2ess\\_memoire\\_v11.pdf](https://www.heureux-cyclage.org/IMG/pdf/pierre_degrange_m2ess_memoire_v11.pdf), (consulté le 25/02/2017) (première partie lue)
- Graeber, D., *Démocratie Aux Marges*, Paris, Le Bord de l'eau, 2014, 120 p. (ouvrage intégralement lu)
- Hély, M., *Les métamorphoses du monde associatif*, Paris, Presses Universitaires de France, « Le Lien social », 2009, 306 p (ouvrage intégralement lu)
- Pereira, I., *Peut-on être radical et pragmatique ?*, Paris, Textuel, 2009, 141 p. (deuxième partie lue)

## Conclusion et prise de distance

L'ensemble des hypothèses développées au fil de cette recherche ont animé, nourri, et souvent, avouons le, contrarié nos esprits bien pensants de futurs travailleurs de l'animation socio-culturelle et de l'éducation permanente.

Il nous semble à ce jour, après avoir mené ce travail aussi fastidieux qu'instructif, qu'un certain nombre de postulats sur lesquels nous nous basons en ASCEP, et plus largement dans le monde associatif, sont à prendre avec circonspection.

Nous en avons identifié trois, issus d'une critique militante "du citoyennisme"<sup>30</sup>. La première se fonde sur la croyance que la démocratie est un moyen de lutter contre le capitalisme, or nous l'avons vu, s'il y a bien un concept polysémique, c'est celui de "démocratie", selon le contexte, le locuteur et le dessein de celui qui l'emploi. Il s'agit donc, de définir et décoder ce terme lorsqu'il se présente, afin de mettre à jour la perspective idéologique, qui préside à son utilisation.

Ensuite dans la lignée du premier postulat, nous considérons a priori, qu'un renforcement de l'Etat, peut permettre la mise en place de ces politiques de luttes contre le capitalisme. Et là encore, nous l'avons montré, il est très facile de contredire cette affirmation, en raison de la violence intrinsèque de l'appareil étatique, de la notion de pouvoir politique et de ses accointances avec les pouvoirs économiques.

Enfin, "la participation citoyenne" a le vent en poupe, et le recours aux "citoyens" comme base active de la politique est régulièrement mobilisé, aussi bien par les pouvoirs publics, que par les associations, où les citoyens eux-mêmes.

Nous n'affirmons pas ici que ces postulats sont faux, mais nous affirmons la nécessité de les réinterpréter et de se les réapproprier, afin de ne pas répliquer à notre tour des projets, certes bien intentionnés, mais qui nourrissent l'idéologie dominante.

Mais tout cela n'est pas qu'affaire de mots, c'est une affaire de pratiques. Les projets de transformation radicale de la société se trouvent dans des "espaces interstitiels" de démocratie. Nous devons les creuser, les renforcer, les étendre à tous les champs de l'action citoyenne, tout en contribuant à l'élaboration d'une science militante et de terrain, pensée au sein d'un écosystème social.

---

<sup>30</sup> Alain, C., "L'impasse citoyenniste", Le trou dans le mur, 2001, 28 p

## Conclusion opérationnelle

Dans cette conclusion opérationnelle, nous tâcherons d'identifier les perspectives d'intervention médiatique concernant la compréhension des politiques d'alimentation durable et du positionnement du secteur associatif et des citoyens face à ces politiques. Les partenaires pressentis sont, au regard du deuxième chapitre, toutes les associations réformistes ou révolutionnaires qui participent ou non à la stratégie "Good Food". Il nous paraît important de ne pas se limiter aux seules associations révolutionnaires car comme mentionné dans ce travail, l'interaction et l'engagement entre les différents acteurs du milieu associatif, du monde politique et de la société civile est primordiale. Ainsi, considérant que le monde associatif peut et doit jouer un rôle prépondérant dans l'instauration d'un nouveau régime politique, social et économique, le public cible identifié est fait de tous les acteurs du monde associatif.

L'objectif de notre projet d'intervention est d'encourager les associations et les citoyens à adopter une perspective critique à l'égard des politiques publiques, de leurs présupposés d'actions et des relations à nouer entre les différents organismes de lutte pour une transition vers un système alimentaire agroécologique.

Nous voulons ainsi créer un "petit guide à l'usage des associations révolutionnaires et celles qui veulent le devenir". Notre travail nous a permis de définir des enjeux conflictuels auxquels les associations doivent porter une attention particulière ainsi que diverses formes de luttes permettant un réel changement sociétal.

Les médias pressentis sont la vidéo et le graphisme: une présentation sous forme vidéo du petit guide sera diffusée au sein du milieu associatif et parmi les mouvements citoyens au travers des réseaux sociaux et des différentes plateformes associatives de diffusion de l'information. Le petit guide en lui-même prendra la forme d'un livret téléchargeable au format pdf et sera distribué en version papier à l'occasion d'événements et de conférences.

Le financement de ce petit guide sera réalisé via une campagne de crowdfunding, il paraîtrait en effet inapproprié de demander des subsides au vu de l'idéologie prônée dans ce guide.

*« Si la logique de la fausse conscience ne peut se connaître elle-même véridiquement, la recherche de la vérité critique sur le spectacle doit aussi être une critique vraie. Il lui faut lutter pratiquement parmi les ennemis irréconciliables du spectacle, et admettre d'être absente là où ils sont absents. Ce sont les lois de la pensée dominante, le point de vue exclusif de l'actualité, que reconnaît la volonté abstraite de l'efficacité immédiate, quand elle se jette vers les compromissions du réformisme ou de l'action commune de débris pseudo-révolutionnaires. Par là le délire s'est reconstitué dans la position même qui prétend le combattre. Au contraire, la critique qui va au delà du spectacle doit savoir attendre. »*

Guy Debord. La Société du Spectacle.